

Jean-Yves Mollier, *L'âge d'or de la corruption parlementaire 1930-1980*, Paris, Perrin, 2018, 352 p.

Bernard Lachaise



L'introduction du livre de Jean-Yves Mollier pose clairement une question dont on comprend vite qu'elle va dominer l'ensemble de l'ouvrage. Alors qu'à la Libération, la Résistance veut contrôler les messageries Hachette pour empêcher le retour aux « affaires » des années 1930 et sanctionner la Librairie Hachette pour ses agissements pendant la guerre, la loi Bichet du 2 avril 1947 met un point final au rêve de moralisation de la presse en accordant sa confiance à Hachette. L'auteur s'interroge sur ce revirement en s'appuyant sur de nombreuses sources, dont les archives ministérielles et celles de la préfecture de police de Paris concernant les messageries, celles du syndicat du Livre CGT, du Conseil national de la Résistance (CNR) et les archives Hachette, ainsi que de nombreux périodiques. Après un rappel de l'histoire des messageries et des relations presse/pouvoir politique de la fin de la III^e République jusqu'en 1944 (deux chapitres), les sept chapitres suivants (la quasi-totalité des chapitres à l'exception du dixième, soit 187 pages, c'est-à-dire plus de la moitié du livre) étudient la période 1944-1947.

Spécialiste de l'histoire du livre et de la presse, auteur de plusieurs ouvrages sur les maisons d'édition (Larousse, Hachette, Tallandier), Jean-Yves Mollier rappelle le poids des messageries Hachette à la fin de la III^e République (81 000 points de vente en France métropolitaine et en Algérie), puissance jamais atteinte depuis (moins de 25 000 points aujourd'hui) et sa place dans l'empire Hachette (plus de 50 % du chiffre d'affaires et des bénéfices). À la veille de la guerre et plus encore au temps de la « drôle de guerre », l'État, *via* un ministère de la Propagande créé en 1938, veut contrôler les médias. À la Libération, la Résistance – par la voix de Francisque Gay, directeur de *l'Aube* – estime que les deux tiers des six cents organes de presse se sont compromis avec les Allemands et considère qu'une forte épuration est nécessaire. Les messageries Hachette sont soumises à « un déluge d'attaques et d'accusations » entre 1945 et 1947, destinées à favoriser leur nationalisation, ce qui suscite un bras de fer avec les administrateurs de Hachette qui utilisent toute leur influence – notamment financière – et l'argument idéologique – l'anticommunisme – pour l'empêcher.

Face aux critiques et menaces, notamment du PCF, Hachette trouve, dès l'été 1945, un soutien au gouvernement grâce, explique Jean-Yves Mollier, à Jacques Chaban-Delmas, secrétaire général du ministère de l'Information. Le jeune résistant n'est pas

encore un homme politique mais il connaît le monde de la presse, par expérience – il a travaillé dans un quotidien économique, *L'Information*, avant-guerre – et par mariage avec la fille de Gaston Hamelin, un homme de presse, propriétaire de plusieurs titres, dont l'un en partenariat avec son gendre, *Samedi soir*. Partisan de la libre entreprise, Chaban œuvre pour éviter la nationalisation des messageries. A-t-il des arrière-pensées électorales, y compris personnelles ? Rien ne le prouve. Mais son action est certaine, ce qui a fait dire à Jacques Soustelle que Chaban était le « parrain des empires de presse en train de naître¹ ». La bataille éclate entre les Messageries françaises de la presse (MFP) créées en août 1945, désireuses de s'opposer au double monopole de l'État et de Hachette, et l'Expéditive, une structure née d'une initiative de Hachette qui lui a confié tous ses titres.

Pendant les débats de mars-avril 1946 sur la dévolution des biens des journaux ayant eu une conduite indigne pendant la guerre, le lobbying de la Librairie Hachette auprès des responsables politiques commence à porter ses fruits en empêchant le soutien du MRP et de la SFIO au projet de création de « Messageries nationales du Livre. » Hachette entreprend alors ce que Jean-Yves Mollier appelle « la conquête du Parlement » et qu'il compare à la préparation du 18 Brumaire par Bonaparte ! Pour conserver le marché de la distribution de la presse, Hachette a le soutien de quatre banques et d'un certain nombre de parlementaires de tous groupes, à l'exclusion du PCF : Auriol, Gouin, Mayer, Verdier (SFIO), Bichet (MRP), Herriot, Chaban (Radicaux), Mitterrand (UDSR), Félix (PRL) et « peut-être Defferre (SFIO) ».

La bataille fait rage au début de 1947 dans un contexte de crise aux MFP avec un conflit des ouvriers du livre qui se traduit par un mois de grèves et aboutit à la disparition de ces messageries. Le PCF attaque Hachette par des affiches : « Hachette a collaboré (...). Les biens d'Hachette doivent être saisis pour devenir le patrimoine national ». Hachette réplique par une brochure : « Lettre ouverte aux honnêtes gens de toutes opinions » défendant la liberté de la presse qui doit rester indépendante de la politique. Le projet de loi Gazier (SFIO), favorable aux MFP, présenté en janvier 1947 et reprenant en partie le projet Defferre de mars 1946, ne survit pas à la chute du gouvernement Blum. Le projet finalement présenté à l'Assemblée nationale par Bichet (MRP) est, au contraire, très favorable à Hachette et aurait été en partie préparé par des fonctionnaires du ministère de l'Information, Robert Bouveret et André Schmit, beau-frère de Chaban-Delmas. En commission, il est adopté de justesse (22 voix contre 19) par ceux que leurs adversaires nomment « les députés Hachette », soit 11 MRP, 2 UDSR, 3 radicaux dont Jean Baylet – propriétaire de *La Dépêche du Midi* – et Jacques Chaban-Delmas, 3 PRL. La loi Bichet est votée le 2 avril 1947. Hachette a réussi sa manœuvre d'encerclement des partis politiques, d'abord avec le MRP, puis l'UDSR et le parti radical.

Les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) sont alors créées, après la liquidation des MFP et de l'Expéditive à la fin avril 1947. Si leur histoire n'est pas possible tant que leurs archives sont inaccessibles, Jean-Yves Mollier les évoque dans le dernier chapitre du livre. Dans la continuité de ce qu'il a montré pour les années 1945-1947, il analyse les relations entre hommes politiques et hommes de presse jusqu'aux années 1970. Il évoque, par exemple, les dimanches de Louveciennes où se rencontrent, chez les Lazareff, propriétaires de journaux, ministres et

¹ Cité par Philippe Alexandre, dans *Exécution d'un homme politique*, Paris, Grasset, 1972, p. 120.

parlementaires ; André Schmit, membre de plusieurs cabinets ministériels – notamment de Chaban-Delmas – avant de diriger les NMPP, « bel exemple, écrit-il, de consanguinité entre une grande entreprise française et les sphères du pouvoir ; le financement par Lapeyre, directeur des NMPP, de la candidature de « monsieur X » Defferre en 1963-1964 puis de Jean Lecanuet (ex-chef de cabinet de Bichet) au premier tour en 1965, peut-être de Mitterrand au second tour et Christian Pineau et François Mitterrand pour les élections législatives de 1967. « L'argent de la presse » est considérable comme l'illustre la redevance versée par les NMPP à Hachette qui passe de 1 million à 52 millions en francs constants (soit 13 millions d'euros) entre 1948 et 1976.

Jean-Yves Mollier reprend, fort bien, dans sa conclusion les idées fortes de son enquête. D'une part, 1947 marque la fin de l'esprit de la résistance avec la victoire de Hachette due largement à la corruption des milieux politiques, à droite et à gauche – à quelques exceptions près dont Francisque Gay –, et au soutien du patronat par idéologie, pour ériger une digue contre le communisme. D'autres acteurs ont permis le « retour » de Hachette : le Syndicat général du livre – par la longue grève qui acheva les MFP –, des journalistes, des patrons de presse comme Pierre Lazareff ou Émilien Amaury. Si l'auteur lie cette histoire à la coupure du monde en deux blocs, il ne prend pas assez en compte les prémices et la naissance de la guerre froide dans les positionnements des acteurs politiques et de la Librairie Hachette elle-même. Autrement dit, si les intérêts financiers sont importants pour comprendre, l'affrontement idéologique est majeur, profond et explique la diversité politique des soutiens de Hachette, de la SFIO au PRL. En avril 1947, lors du vote de la loi Bichet, la rupture du tripartisme est imminente et l'amorce d'une « troisième force » déjà très visible, entre le PCF et le nouveau parti gaulliste, le RPF.

D'autre part, la corruption parlementaire est profondément et plus largement liée à l'essor de la presse écrite entre 1880 et 1960, et en particulier des journaux à gros tirages. Au XX^e siècle, surtout depuis l'entre-deux-guerres, les patrons de presse « caressent » (*sic*) les hommes politiques qui ont besoin d'eux pour leur carrière ou leur soutien quand ils gouvernent. C'est pourquoi, selon l'auteur, « la bataille pour empêcher la nationalisation des messageries de la presse sera considérée comme le plus important des combats à mener dans la France libérée » qui justifie la place accordée aux années 1945-1947 dans son livre en expliquant qu'il s'agit d'un « bon observatoire des problèmes qui demeurent les nôtres aujourd'hui² ».

La tonalité d'ensemble donne parfois la regrettable impression d'un ouvrage à charge où certains acteurs – Chaban par exemple – se voient attribuer un rôle trop important. Ainsi, le député-maire de Bordeaux est cité comme ministre en 1947 alors qu'il ne l'est pas avant 1954. Si certaines archives de partis politiques ont été utilisées (PCF, SFIO), d'autres auraient pu l'être (MRP, UDSR, présidence de la République – consultées très tôt, c'est vrai, par Georgette Elgey mais désormais accessibles). L'absence de quelques ouvrages dont celui de Félix Torrès sur *La Dépêche du Midi* paru en 2003 – chez Hachette... – ou *Jacques Chaban-Delmas en politique* publié aux PUF en 2007 peut surprendre, tout comme les coquilles sur les noms d'auteurs (Alain Bergounioux et non François, Benoît Colombat et non Bruno) ou les dates (la

² Jean-Yves Mollier, *L'âge d'or de la corruption parlementaire 1930-1980*, Paris, Perrin, 2018, p. 287 et 291



Histoire@Politique, « Comptes rendus – ouvrages », www.histoire-politique.fr
Mis en ligne le 17 septembre 2019

chute de Chaban date de juillet 1972 et non d'avril).

L'ouvrage est très dense, touffu même parfois, mais bien informé (les notes de bas de page l'attestent) et plutôt convaincant pour l'analyse fouillée du revirement 1945-1947. Le titre est, en revanche, mal choisi ou trompeur car l'histoire de la corruption parlementaire ne se limite ni aux questions de presse et d'édition, ni à une aussi courte période – les lendemains de la Libération –, excessivement développée au détriment d'autres moments sous les III^e, IV^e et V^e Républiques. Le livre intéressera et, c'est un de ses grands mérites, à la fois les historiens de la presse, de l'édition, du politique, de la Seconde Guerre mondiale et de ses lendemains.